



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Accord-cadre de Services

**FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LES
RESTAURANTS PERISCOLAIRES, EXTRA-SCOLAIRES ET
LES STRUCTURES MULTI-ACCUEILS DE LA PETITE
ENFANCE**

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 3° du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5 - OPTIONS.....	5
ARTICLE 6 - VOLUMES ANNUELS	5
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
VIII.I Pouvoir adjudicateur.....	6
VIII.II Prestataire.....	7
VIII.III Devoir de conseil.....	7
VIII.IV Respect des normes.....	7
VIII.V Confidentialité.....	7
8-5-1-Obligations du prestataire vis-à-vis de la Communauté de communes	8
8-5-2-Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement de données personnelles	8
8-5-3-Information des personnes concernées	8
8-5-4-Notification des violations de données à caractère personnel	9
8-5-5-Mesures de sécurité.....	9
8-5-6-Sort des données.....	10
8-5-7-Délégué à la protection des données	10
8-5-8-Registre des catégories d'activités de traitement	10
8-5-9-Documentation.....	10
VIII.VI Principes de la République.....	10
ARTICLE 9 - GOUVERNANCE DU MARCHÉ	11
IX.I Formelle.....	11
IX.II Matérielle	11
IX.III Modalités de passation des bons de commande	12
IX.IV Contrôle et suivi du marché	12
9-4-1-Contrôle technique.....	12
9-4-2-Contrôle par l'intermédiaire d'agents spécialisés.....	13
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER	13
X.I Contenu des prix.....	13
X.II Révision des prix.....	13
X.III Clause de revoyure.....	14
X.IV Facturation	15
10-4-1-Modalités de facturation	15

10-4-2-Transmission des factures	15
10-4-3-Modalités de règlement.....	16
10-4-4-Intérêts moratoires	16
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 12 - ASSURANCES	17
ARTICLE 13 - PENALITES	18
XIII.I Pénalités pour travail dissimulé	20
XIII.II Exécution aux frais et risques du prestataire	21
ARTICLE 14 - RÉSILIATION	21
ARTICLE 15 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	21
ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE	22
ARTICLE 17 - ELECTION DE DOMICILE.....	22
ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG FCS	22

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de repas en liaison froide pour les restaurants périscolaires, extra-scolaires et les structures multi-accueils de la petite enfance.

Le présent marché est conclu entre :

Le pouvoir adjudicateur :

Communauté de communes Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges
3 rue Jean-Moulin - BP 40029 21701 Nuits-Saint-Georges Cedex

Représentée par Pascal GRAPPIN – Président de la Communautés de communes Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges

Ci-après désigné « Communauté de communes »

Et le Prestataire :

Le Prestataire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec la Communauté de communes.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Prestataire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Le Prestataire désigne un représentant qualifié muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise, assister aux réunions, etc.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Prestataire en cours d'exécution du marché.

Le nom des personnes habilitées sera notifié à la Communautés de communes par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

Ci-après désigné « prestataire. »

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-2 à R.2162-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé sans minimum.

L'accord-cadre est passé avec un montant maximum fixé comme suit :

Pour les deux premières années du contrat, le montant maximum est décomposé comme suit :

- 2 000 000 euros HT

Puis, pour chaque année de reconduction, le montant maximum est fixé comme suit :

- 1 000 000 euros HT

Le montant maximum de cet accord-cadre, sur quatre (4) ans, est fixé à 4 000 000 euros HT.

Les bons de commande seront notifiés par la Communauté de communes au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le présent marché est un marché de services dont la classification CPV (vocabulaire commun des marchés) est la suivante :

La classification européenne est la suivante :

- **Objets principaux :**

- 55523100-3 (Services de restauration scolaire),
- **Objet complémentaire :**
- 55521200-0 (Services de livraison de repas).

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme courant à compter de la date de démarrage des prestations fixée au 1^{er} septembre 2022 ou à compter de sa date de notification, si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31 août 2024.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, deux (2) fois, chaque année, soit jusqu'au 31 août 2026 maximum.

Le prestataire du marché ne peut pas refuser la reconduction conformément à l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché. Elle en informera le Prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception, six (6) mois avant l'échéance du marché.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, la dévolution en lots séparés serait alors de nature à restreindre la concurrence.

ARTICLE 5 - OPTIONS

Aucune variante n'est imposée au titre de la présente consultation.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de PSE.

Aucune PSE ne peut être présentée.

ARTICLE 6 - VOLUMES ANNUELS

Les volumes sont estimés comme suit (estimations non contractuelles, reproduites à titre indicatif) :

EFFECTIFS PREVISIONNELS DE REPAS	
Structures périscolaires (jours scolaires + mercredi soit 36 semaines)	212 400 repas
Structures extrascolaires ouvertes pendant les petites vacances (8 semaines)	5 900 repas
Structures extrascolaires ouvertes pendant l'été (8 semaines)	10 300 repas
Petite enfance	4 257 repas
TOTAL	232 857 repas

EFFECTIFS PREVISIONNELS DE GOUTERS	
Structures périscolaires (Jours scolaires + mercredis soit 36 semaines)	25 344
Structures extrascolaires ouvertes pendant les petites vacances (8 semaines)	147

Structures extrascolaires ouvertes pendant l'été (8 semaines)	1 338
Petite enfance	6 060
TOTAL	32 889

Les volumes scolaires et ALSH des mois de janvier et février de l'année 2022 sont présentés en annexe n°1 du présent CCAP.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Communauté de communes fait seul foi (un acte d'engagement par collectivité concernée).
Toute annexe jointe à l'AE apportant une ou plusieurs réserves contractuelles aux pièces mentionnées au présent article, est réputée nulle et non avenue,
- ✓ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- ✓ Les bons de commande,
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Communauté de communes fait seul foi,
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Communauté de communes fait seul foi,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ✓ Le Mémoire Technique du prestataire, y compris compléments apportés après négociation.

Toute clause limitative de responsabilité du Prestataire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.

Les documents ci-dessus expriment l'intégralité des obligations des parties, à l'exclusion de tout autre document.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du prestataire puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le prestataire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Les exemplaires conservés par la Communauté de communes font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES PARTIES

VIII.I Pouvoir adjudicateur

La Communauté de communes fournira ses meilleurs efforts afin de planifier ses besoins et d'en informer le prestataire à chaque fois que cela est possible.

La Communauté de communes s'engage à fournir au prestataire, ou faciliter la consultation par ce dernier, de tous les éléments ou documents que celui-ci estimerait utile pour l'exécution de sa mission et plus généralement à collaborer loyalement et activement avec le prestataire.

La Communauté de communes s'engage à mettre à la disposition du prestataire toutes les données nécessaires à la mise en œuvre du projet.

VIII.II Prestataire

L'exécution des prestations définies au CCTP et au présent CCAP par le prestataire dans son offre constitue une obligation de résultat.

Le prestataire apportera à la réalisation des prestations les soins et diligences les plus élevés au regard des règles de l'art et aux meilleures pratiques en la matière.

VIII.III Devoir de conseil

Le prestataire est informé que la Communauté de communes ne peut en aucun cas être assimilé à un professionnel de même spécialité ou à un utilisateur averti.

Dès lors, le prestataire, après avoir défini la méthodologie de mise en œuvre des prestations, s'engage, dans le respect des règles et usages dans sa profession, notamment :

- A faire des préconisations techniques auprès de la Communauté de communes ainsi que des recommandations sur d'éventuelles améliorations de la solution,
- A réaliser le projet conformément aux règles de l'art,
- A fournir tous les conseils et toutes les mises en garde pour permettre la meilleure collaboration entre les Parties ainsi que la réussite du projet.

Dans le cadre de son obligation de conseil, de mise en garde et d'information envers la Communauté de communes, le prestataire s'engage à :

- Avertir cette dernière de l'impact des décisions qu'il prend sur le déroulement des prestations,
- Répondre en temps utile à toute demande de renseignement qui lui serait présentée,
- Demander toute information ou renseignement qu'il jugerait nécessaire à la bonne exécution du marché,
- Notifier par écrit dès qu'il en aura connaissance tout élément, événement, acte susceptible d'entraîner une augmentation des coûts et/ou des délais et plus généralement d'affecter la bonne exécution de ses obligations et/ou la bonne fin des prestations.

VIII.IV Respect des normes

Le prestataire, dans l'ensemble des aspects relatifs à l'organisation et l'exécution des prestations du présent marché s'engage à respecter la législation et la réglementation française en vigueur, en particulier toutes les spécifications techniques applicables.

VIII.V Confidentialité

Les Parties sont tenues au secret professionnel et secret des affaires pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont elles auraient connaissances au cours de l'exécution du présent marché. Les données collectées le sont exclusivement pour la réalisation de l'objet du marché. En conséquence, les Parties sont tenues à ne pas en faire une autre utilisation, sauf autorisation expresse contraire de la Partie créditrice.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du prestataire.

Pour le cas où il existerait une propriété intellectuelle au sens des dispositions du code de la propriété intellectuelle sur les données traitées par l'une ou l'autre des Parties, elle s'engage à en informer préalablement l'autre Partie et à entrer en contact avec lesdits propriétaires pour obtenir le droit d'utilisation des données nécessaires à la mise en œuvre de ses engagements. Au cas où l'identité des propriétaires ne pourrait pas être connue, les données traitées devront *a minima* indiquer l'identification de leur source dans la documentation technique explicative de la Solution.

En toute hypothèse, les Parties s'engagent à prendre les mesures de sécurité conformes à l'état de l'art pour garantir la sécurité des données afin qu'elles ne soient pas, de son fait, déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par son personnel les obligations suivantes :

- Ne pas faire de copies des documents, des supports et des données qui lui sont confiés, sauf celles strictement nécessaires à l'exécution du marché,
- Ne pas utiliser les données pour d'autres fins que celles du présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf si cette divulgation est exigée par la loi ou une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Le prestataire, Partie la plus diligente, assure par ailleurs la Communauté de communes de son respect du règlement général relatif à la protection des données (n°2016-679).

8-5-1-Obligations du prestataire vis-à-vis de la Communauté de communes

Le prestataire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché public ;
2. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
3. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
4. Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8-5-2-Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement de données personnelles

Le prestataire peut faire appel à un sous-traitant (ultérieurement) pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit la Communauté de communes, qui doit l'accepter et agréer ses conditions de paiement dans les conditions définies dans le Code de la commande publique. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates d'exécution du contrat de sous-traitance. La Communauté de communes dispose d'un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la date de réception de cette information pour agréer cette sous-traitance. La sous-traitance ne peut se faire qu'après l'agrément du sous-traitant par la personne publique.

Le sous-traitant est tenu de respecter l'ensemble des obligations du présent marché public. Il appartient au prestataire de s'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le prestataire demeure pleinement responsable devant la Communauté de communes de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

8-5-3-Information des personnes concernées

Il appartient au prestataire d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec la Communauté de communes avant la collecte de données.

Le prestataire doit répondre, au nom et pour le compte de la Caisse d'allocations familiales et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits notamment le droit d'accès, de rectification, d'effacement

et d'opposition, le droit à la limitation du traitement, le droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

8-5-4-Notification des violations de données à caractère personnel

Le prestataire notifie à la Communauté de communes toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de quatre (4) heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec la Communauté de communes.

Après accord écrit de celle-ci, le prestataire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la Communauté de communes, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de huit (8) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Le non-respect de ces obligations par le prestataire peut entraîner le paiement d'une pénalité de cinquante (50) euros par heure de retard.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou celles que la Communauté de communes propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la Communauté de communes, le prestataire communique, au nom et pour le compte de cette dernière, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que la Communauté de communes propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8-5-5-Mesures de sécurité

Le prestataire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8-5-6-Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le prestataire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

8-5-7-Délégué à la protection des données

Le prestataire communique à la Communauté de communes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

8-5-8-Registre des catégories d'activités de traitement

Le prestataire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Communauté de communes, responsable de traitement, comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de la Communauté de communes,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8-5-9-Documentation

Le prestataire met à la disposition de la Communauté de communes la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre le cas échéant la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la Communauté de communes ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

VIII.VI Principes de la République

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le prestataire est tenu au respect de l'égalité des usagers devant le service public, de la laïcité et de la neutralité dudit service. Il met en œuvre l'ensemble des mesures et moyens visant à assurer leur respect par ses personnels et ses préposés, dès lors que ceux-ci participent directement ou indirectement à l'exécution du service public, pourvu qu'ils soient en tout ou partie de leur mission en contact, visuel ou autres, avec les usagers du service et les agents de la Communauté de communes.

Partant, il veille notamment à ce que ces agents :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses,
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service,
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

La responsabilité du prestataire, à cet égard, est engagée pour les personnels et préposés des sociétés avec lesquelles il justifie d'un lien contractuel et intervenant en son nom, et veille au respect des obligations du présent article par ceux-ci notamment en s'assurant de leur intégration dans les contrats.

Le prestataire est tenu de justifier :

- Des moyens et mesures mis en œuvre pour informer les personnes susvisées de leurs obligations,

- Des moyens et mesures mis en œuvre pour prévenir les manquements, et le cas échéant, d'y remédier. A ce titre, il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier, des contrats de sous-traitance, étant entendu que toute nouvelle demande d'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement le cas échéant, devra être accompagnée du contrat et *a minima*, des obligations imposées à celui-ci en la matière, sous peine de refus par la Communauté de communes. A noter que l'information du pouvoir adjudicateur ne saurait l'exonérer de sa responsabilité à l'égard des sociétés intervenant en son nom au titre du présent marché.

Tout manquement au présent article pourra donner lieu à l'application de sanctions dans les conditions prévues au présent marché.

ARTICLE 9 - GOUVERNANCE DU MARCHÉ

IX.I Formelle

Une ou plusieurs instances de pilotage pourra (pourront) être instaurée(s) au démarrage du marché.

Le prestataire désignera un interlocuteur, investi d'un pouvoir de décision à l'égard des prestations dont il aura la charge, en vue de sa participation au pilotage et au suivi des prestations.

Le prestataire devra réaliser les prestations dans les conditions de coordination qui seront définies par la ou les instances de pilotage du marché et participera aux réunions qui seront fixées.

De manière générale, le prestataire aura un devoir de collaboration et de coordination renforcé avec l'ancien prestataire de la Communauté de communes, aux fins d'assurer la réversibilité des prestations entre ceux-ci et permettre aux Parties d'atteindre les objectifs du projet.

Chaque candidat présentera dans son offre, la personne qui est chargée de le représenter auprès de la Communauté de communes ; il précisera :

- ✓ Son niveau de qualification pour cette mission,
- ✓ Sa place dans l'organigramme interne,
- ✓ Son ancienneté dans l'entreprise,
- ✓ Son degré d'intervention pour la résolution de problème (en heure hebdomadaire ainsi que les modalités de « déploiement »).

IX.II Matérielle

Pour permettre le suivi régulier de la bonne exécution du présent contrat, le prestataire fournit à la Communauté de communes au plus tard le 5 du mois M, un tableau de bord mensuel d'activité du mois M-1.

Ce tableau de bord reprendra *a minima* (l'ensemble des données doit être présenté sur un support unique) :

- Les données de fréquentation, par mois, par site, par typologie de convives :
 - Le nombre de repas commandés (après réajustement),
 - Le nombre de repas livrés,
 - Le nombre de repas facturés.
- Les données relatives aux ressources humaines :
 - Les formations dispensées,
 - Suivi des heures d'insertion réalisées et description détaillée des personnes concernées.
- Les données financières :

- Le chiffre d'affaires par typologie de convives et de prestations.
- Les indicateurs de qualité de la prestation :
 - La répartition des achats par gamme (en volumes d'achats),
 - Le taux d'alimentation durable, valorisé :
 - En valeur d'achat HT,
 - Par marqueur de qualité,
 - Par composante,
 - La nature des produits concernés par les approvisionnements en circuits-courts, le % d'intégration dans les menus (en nombre de composantes sur le cycle de menus des typologies de convives concernées),
 - L'ensemble des données relatives aux approvisionnements locaux (% d'introduction dans les menus, taux en valeur d'achats...),
 - Le taux de modification des menus validés par les membres et le détail des remplacements effectués,
 - Le suivi de la satisfaction des convives,
 - Le suivi des moyens mis en œuvre pour lutter contre le gaspillage alimentaire et des résultats obtenus.

L'ensemble des actions demandées par la Communauté de communes fait l'objet systématique d'une réponse écrite et argumentée par le prestataire. Chaque fin de mois une synthèse des non-conformités (en particulier des dégustations quotidiennes réalisée par la diététicienne de la Communauté de communes) est envoyé au prestataire, et ce, dans le but d'améliorer en continue la prestation.

IX.III Modalités de passation des bons de commande

La commande des repas sera communiquée par les services de la Communauté de communes au prestataire chaque vendredi pour la semaine suivante. Un ajustement du nombre de repas sera fait au maximum 24 heures avant la livraison, avant 10h.

Si le prestataire propose une commande via un site Internet, il peut proposer un accès « test » à cette plateforme en ligne.

IX.IV Contrôle et suivi du marché

9-4-1-Contrôle technique

La Communauté de communes peut à tout moment, et sans en référer préalablement au prestataire, procéder ou faire procéder par toute personne désignée et mandatée par lui, à tous les contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et leurs modalités d'exécution par rapport aux clauses du contrat et à l'ensemble des dispositions réglementaires propres à l'activité de restauration.

Quel que soit le type de contrôle, le prestataire s'engage à mettre à disposition des contrôleurs, les outils appropriés : thermomètre à lecture rapide, balance, testeur d'huile et de surface.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications mentionnées au contrat et sur le respect des dispositions prévues dans les textes réglementaires. Ils concernent notamment :

- La conformité des produits,
- La salubrité (hygiène des denrées, des matériels, des personnels, etc.),
- La qualité nutritionnelle et gastronomique,
- Les grammages.

La Communauté de communes ou son représentant procède aux contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations. A ce titre, seront notamment vérifiés :

- Les modalités d'exécution des clauses du présent contrat et du plan de prévention, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'hygiène et sanitaire ;
- Le contrôle quantitatif et qualitatif des prestations ;
- Le contrôle des mesures de sécurité ;
- La provenance des produits et les conditions de mise en œuvre de la traçabilité ;
- La qualité des produits utilisés et leur conformité aux engagements ;
- Le nombre et la qualification des personnels.

9-4-2-Contrôle par l'intermédiaire d'agents spécialisés

Pour exercer les contrôles prévus au présent article, la Communauté de communes peut faire appel de façon régulière à un service ou agent spécialisé, ou expert ou conseil de son choix, sans en référer préalablement au prestataire.

ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER

Les tarifs de base par repas et par type de convive proposés sont ceux figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de notification du marché.

X.I Contenu des prix

Les prix du présent marché sont des prix unitaires et révisables pour l'ensemble des prestations.

Le prix du présent marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la prestation, au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix du présent marché sont détaillés en annexes financières de l'Acte d'Engagement et comprennent l'ensemble des prestations pour les jeunes convives et les usagers du portage à domicile, ainsi que tout adulte encadrant.

X.II Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Ils sont réputés inclure la totalité des coûts nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre, conformément aux règlements et normes en vigueur et aux stipulations du marché.

Les prix indiqués dans le BPU du candidat retenu seront révisés annuellement par application de la formule décrite ci-dessous, à la date anniversaire du marché (en cas de reconduction du marché). Tous les éléments nécessaires au calcul de la révision de prix sont produits auprès de la Communauté de communes par le prestataire (y compris une copie de la publication des indices visés ci-après) 2 mois avant la date anniversaire du marché.

$$P = P_o \times [0.10 + 0.90 \times \{(0.40 \times A/A_o) + (0.60 \times S/S_o)\}]$$

Où :

- P = nouveau prix
- P_o = ancien prix
- 0.10 = invariant
- 0.90 = 1 – invariant
- 0.40 = part relative des coûts alimentaires
- 0.60 = part relative des frais de personnel

- A = moyenne des 12 derniers mois de l'indice des prix à la consommation – IPC - Indice des prix à la consommation harmonisé - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 – Cantines - Identifiant 001762317
- Ao = valeur du même indice lors de la dernière révision des prix. Pour la première révision des prix, l'indice retenu sera la moyenne des 12 mois précédant ceux retenus pour A.
- S = Dernière valeur connue de l'indice trimestriel des salaires mensuels de base de l'ensemble des salariés hors secteurs agricoles – Identifiant 010562695
- So = Reprise de l'indice de la précédente révision. Pour la première révision, l'indice retenu sera celui antérieur de 12 mois.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir à la Communauté de communes, par lettre recommandée avec accusé de réception, le bordereau de prix avec les prix révisés avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application des prix révisés, correspondant à la date anniversaire du marché.

Le Titulaire joindra également un document récapitulant les prix révisés, avec justificatifs des indices concernés par la formule de révision des prix, et publiés par les organismes concernés (en l'occurrence INSEE). La révision de prix sera applicable après validation par la Communauté de communes sur la nouvelle période. Les prix ainsi révisés sont figés durant toute la période.

Seuls les bons de commande émis après la date anniversaire du marché pourront être facturés aux prix révisés.

Pour le calcul de la révision des prix, les calculs intermédiaires sont effectués avec 4 décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Si l'indice ci-dessus ne pouvait plus être appliqué, pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un autre indice de même valeur économique qui sera adopté en accord entre les Parties dans les huit (8) jours de la demande formulée en ce sens, par l'une des Parties. Ce changement d'indice sera soumis à la rédaction d'un avenant.

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à cinq (5) %, le marché pourra être résilié par la Communauté de communes sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

X.III Clause de revoyure

Pour tenir compte de l'évolution économique, la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires sont soumis à réexamen à l'initiative de la personne publique, d'une part, ou sur production par le prestataire, d'autre part, des justificatifs nécessaires, dans les cas suivants :

- Si l'application de la formule de révision des prix fait apparaître une augmentation ou une diminution annuelle de plus de 2% ;
- Si des progrès technologiques importants en matière de restauration collective permettent d'en abaisser sensiblement les coûts ;
- En cas de modification réglementaire ou législative induisant une modification substantielle de l'équilibre du marché ;
- En cas d'évolution du périmètre externalisé du présent marché, concernant notamment la réalisation de travaux pour le compte de la personne publique ;
- Lorsque le nombre effectif de repas commandés connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 10% par rapport au nombre de repas contractuel de référence.

La procédure de révision des conditions financières ne suspend pas leur jeu normal, appliqué jusqu'à l'achèvement de la procédure, ni ne suspend l'exécution des présentes.

Si dans le mois à compter de la date de la demande présentée par l'une des parties un accord n'est pas intervenu, une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par la personne publique, l'autre par le prestataire et le troisième par les deux premiers, statue sur cette révision. Faute pour ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze (15) jours, la désignation du troisième membre est faite par le Président du Tribunal Administratif.

Clause de revoyure claire, précise et sans équivoque

Le nombre de points de livraison peut varier de façon marginale. Les parties conviennent d'échanger quant à l'intégration, le cas échéant, de(s) nouveau(x) site(s) au périmètre du marché.

L'intégration au périmètre du présent marché de deux sites de livraison dédiés à la petite enfance est assurée par le prestataire en liaison froide et intégrée à ses tournées sans surcoût (horaires de livraison à définir en accord avec les établissements pour éviter tous risques par rapport aux enfants). En effet, une prise en charge des besoins en restauration de ces établissements, à compter de l'été 2023 (à titre indicatif) pourra être actée par la Communauté de communes.

Ces sites sont situés sur le territoire intercommunal.

Cette clause ne constitue pas un engagement et pourra, le cas échéant, entraîner une modification du marché dans les conditions du Code de la commande publique.

X.IV Facturation

10-4-1-Modalités de facturation

Au préalable, un fichier récapitulatif jour par jour et par typologie de convives est envoyé à la Communauté de communes – Chargée des commandes pour vérification avant facturation.

Le paiement est effectué sur facture émise par le prestataire et après constatation du service fait par la Communauté de communes. Les paiements seront effectués par virement au compte du prestataire, dont il aura renseigné le relevé d'identité bancaire dans son Acte d'Engagement.

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Le Prestataire établit une facture détaillée rédigée en français portant impérativement le numéro du présent marché ainsi que les mentions légales et les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les noms et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- Le montant hors TVA des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations effectuées ;
- La date de la facture et l'indication de la période considérée.

Le prestataire adresse sa facture en un exemplaire.

10-4-2-Transmission des factures

Les demandes de paiement devront impérativement être libellées et adressées à :

Communauté de communes Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges

3 rue Jean-Moulin - BP 40029
21701 Nuits-Saint-Georges Cedex

Conformément aux dispositions de l'article 11.5 du CCAG-FCS, le prestataire transmet sa demande de paiement au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le prestataire notifie alors à la Communauté de communes une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le prestataire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La Communauté de communes se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au prestataire la demande de paiement rectifiée.

10-4-3-Modalités de règlement

La Communauté de communes se libère des sommes dues en exécution du présent marché, par virement bancaire.

10-4-4-Intérêts moratoires

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues aux articles L.2191-4 et R.2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par la Communauté de communes.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement et lorsque le prestataire, agissant en l'espèce en qualité de créancier, a rempli ses obligations légales et contractuelles, ce dernier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Ces intérêts moratoires court à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, donc le trente et unième (31ème) jour suivant la réception de la demande de paiement. Ils courent jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garanties, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

- D'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite de suspension des obligations du prestataire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale et sans indemnités du marché par la Communauté de communes aux torts exclusifs du prestataire.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale du marché est interdite. Le prestataire du marché peut recourir à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie des prestations objet du présent marché.

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, tous les sous-traitants doivent être préalablement agréés et leurs conditions de paiement acceptées par la Communauté de communes avant qu'ils n'interviennent dans le cadre du marché.

Le prestataire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la Communauté de communes, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Communauté de communes, le prestataire encourt une pénalité financière telle que définie à l'article 13 du présent CCAP, au titre du retard d'exécution.

Le sous-traitant qui lui-même désire sous-traiter est considéré comme « entrepreneur principal » à l'égard de ses propres sous-traitants ; il doit donc notamment faire accepter son sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement par la Communauté de communes. En cas de sous-traitance, le prestataire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Le(s) prestataire(s) et sous-traitants éventuels désignés dans le marché ou en cours de marché, devront justifier avant tout commencement d'exécution qu'ils sont titulaires d'une assurance « responsabilité civile, » découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil, pour couvrir les conséquences pécuniaires de dommages de toute natures causés aux tiers et à la Communauté de communes, du fait de son activité dans l'exécution des prestations.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation, en particulier la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1242 du Code Civil, que ces dommages soient causés :

- Par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du marché, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le(s) sous-traitant(s) agréé(s) ;
- Par le matériel ou les produits utilisés ;
- Du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le prestataire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Communauté de communes et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'entreprise sera tenue d'informer la Communauté de communes de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze (15) jours suivant sa décision.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre entièrement à sa charge.

ARTICLE 13 - PENALITES

Faute par le prestataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités peuvent lui être infligées (en dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS).

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du prestataire, et donc de l'application des pénalités, les hypothèses suivantes :

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- Le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du prestataire) ;
- La faute de la communauté de communes ou des personnes relevant de leur responsabilité au titre de l'exécution du présent marché.

La pénalité est notifiée par un courrier recommandé avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant de s'assurer de sa réception par le prestataire (télécopie, remise en main propre contre signature d'un récépissé, etc.).

Elle peut être de deux types en fonction de la nature de l'infraction constatée :

- ⇒ Sans mise en demeure préalable, notifiée par mail ;
- ⇒ Avec mise en demeure préalable : la sanction est déclenchée si la mise en demeure est restée sans effet pendant cinq (5) jours à compter de la date de réception du mail avec accusé de réception par le prestataire.

Le montant des pénalités arrêté par la Communauté de communes est versé par le prestataire dès réception de la notification d'un titre de recette.

En cas de non-paiement par le prestataire dans les délais requis, une compensation peut être mise en œuvre par la Trésorerie sur les mandats suivants émis par le prestataire (réfaction sur facture) à hauteur des pénalités notifiées et non payées.

Le tableau ci-après précise la nature et le montant des pénalités auxquelles le prestataire s'expose en cas de non-respect du marché.

Nature du manquement	Pénalité
Sans mise en demeure préalable	
Non-respect des délais de livraison des repas	150 € par ¼ heure de retard constaté
Non-respect des conditions réglementaires de livraison des repas (normes et hygiène / propreté véhicule, cagettes, bases roulantes)	500 € par infraction constatée.

Nature du manquement	Pénalité
Non-respect des conditions réglementaires de livraison des repas : température des repas	En cas de contrôle de température des produits à la livraison supérieure à + 4°C , sauf dérogation accordée par le Responsable Qualité et dûment justifiée, les produits seront refusés. Une pénalité de 500 € par infraction constatée. est appliquée et une nouvelle livraison des produits devra être réalisée.
Livraison incomplète par rapport au nombre de repas commandés	10 € par repas manquant
Non-respect des DLC y compris sur le stock tampon	500 € par infraction constatée
Non-respect des menus validés sans accord préalable et écrit de la Communauté de communes	250 € par infraction constatée L'infraction s'entend par une composante d'un repas non respectée
Non-transmission des documents prévus pour les commissions des menus	100 € par jour de retard
Non-respect des spécifications qualitatives (marqueurs de qualité des denrées : labels, bio, origine, circuits courts... / répartition par gamme)	Dans un premier temps un refus et le remplacement du produit. Dans un second temps 500 € par infraction constatée
Non-respect des spécifications organoleptiques (dégustation quotidienne)	Dans un premier temps un refus et le remplacement du produit. Dans un second temps 500 € par infraction constatée
Non-respect des spécifications quantitatives (grammages)	Si plus de deux contrôles sont non conformes : 250€ par infraction constatée Le contrôle est réalisé par la pesée du grammage d'une des composantes de la prestation livrée Un grammage est considéré comme insuffisant s'il est inférieur de plus de 10% au grammage contractuel.
Non-respect des modalités de conditionnement des repas et d'étiquetage des barquettes	250 € par infraction constatée
Absence d'information préalable de la Communauté de communes quant au changement de la cuisine centrale, ou absence de justification dans les conditions du présent marché	2 500 € par infraction constatée
Avec mise en demeure préalable	
Retard dans la transmission des projets de menus (avec tableaux du GEMRCN associés) pour validation par la Communauté de communes	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect de la structuration des menus telle que prévue au marché	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect du plan alimentaire présenté par le titulaire et des fréquences d'introduction prévues à l'article 2.2 du CCTP	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet

Nature du manquement	Pénalité
Non-respect des engagements portant sur la variété des produits	100 € par infraction constatée après mise en demeure restée sans effet L'infraction s'entend par un écart par rapport à la variété présentée au mémoire technique
Non-respect des engagements portant sur l'introduction de produits issus de circuits-courts	500 € par point d'écart par rapport au % d'intégration sur lequel s'est engagé le prestataire
Non-respect des engagements portant sur l'introduction des produits durables (au sens de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018)	500 € par point d'écart par rapport au % d'intégration sur lequel s'est engagé le titulaire
Non-transmission des documents se rapportant à la traçabilité des produits	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission des résultats des contrôles bactériologiques	100 € euros par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect du programme d'animations	250 € par infraction constatée après mise en demeure restée sans effet
Non-respect du plan de formation des personnels des offices	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission de la copie de la police d'assurance souscrite par le prestataire au titre du marché	100 € euros par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des principes de la République conformément à la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République	150 € par infraction constatée
Retard dans la transmission de tout document dont la communication est prévue au marché et non listé dans les pénalités <i>supra</i>	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect d'une obligation contractuelle non listé <i>supra</i>	100 € par infraction constatée

Les pénalités sont cumulables entre elles et ne sont pas libératoires. L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le prestataire d'indemniser la Communauté de communes ou les tiers des préjudices qu'ils auraient effectivement subis à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

XIII.I Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque la Communauté de communes est informée, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du prestataire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, elle lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Elle informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, elle peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, au frais et risques du prestataire.

Le montant des pénalités à ce titre est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

XIII.II Exécution aux frais et risques du prestataire

En cas de manquement au principe de continuité de service, la Communauté de communes se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du prestataire. En cas de défaillance du prestataire ne relevant pas d'un cas de force majeure, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans un délai de quarante-huit (48) heures, la Communauté de communes peut faire assurer le service aux frais du prestataire, par toute personne et tous moyens appropriés.

Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. L'exécution aux frais et risques du prestataire et la fixation de pénalités ne peuvent être appliquées simultanément au même manquement, mais l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du prestataire, est à la charge du prestataire. En cas de manquements répétés, la Communauté de communes se réserve le droit de résilier le marché sans que le prestataire ne puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION

Les dispositions des articles 38 à 43 du Cahier des Clauses Administratives Générales relatives aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G. / F.C.S.) sont applicables au présent marché.

Enfin, la Communauté de communes pourra résilier le marché public en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux R.2142-2 et suivants et R.2143-11 et suivants du Code de la commande publique.

La Communauté de communes peut aussi prendre la décision de résilier le marché aux torts du prestataire :

- S'il refuse le paiement des pénalités de retard ;
- Si le montant cumulé des pénalités appliquées est égal ou supérieur à 800 000 euros sur la durée du marché ;
- Lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par la communauté de communes. A défaut d'indication de délai, le prestataire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 15 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le présent marché est soumis au seul Droit français. Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Les Parties peuvent à ce titre, recourir à un médiateur ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends et litiges relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article R.2197-23 du Code de la commande publique.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Dijon

Tél. : 03 80 73 91 00

Fax : 03 80 73 39 89

Email : greffe.tadijon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Dijon

Tél. : 03 80 73 91 00

Fax : 03 80 73 39 89

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr**ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE**

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du marché, qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

ARTICLE 17 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête de l'acte d'engagement.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que 48 heures après lui avoir été dûment notifiée.

ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG FCS

CCAG – FCS	CCAP Marché de service de repas livrés en livraison froide
Article 4.1	Article 7 – Pièces constitutives du dossier
Article 13.1	Article 3 – Durée du marché
Article 14	Article 13 - Pénalités
Articles 28 à 30	Article 9 – Suivi et contrôle du marché